

LEGGI E DECRETI

LEGGE 7 agosto 1982, n. 704.

Ratifica ed esecuzione della convenzione sulla protezione fisica dei materiali nucleari, con allegati, aperta alla firma a Vienna ed a New York il 3 marzo 1980.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulla protezione fisica dei materiali nucleari, con allegati, aperta alla firma a Vienna ed a New York il 3 marzo 1980.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 19 della convenzione stessa.

Art. 3.

Chiunque, senza autorizzazione, riceve, possiede, usa, trasferisce, trasforma, aliena o disperde materiale nucleare in modo da cagionare a una o più persone la morte o lesioni personali gravi o gravissime ovvero da determinare il pericolo dei detti eventi, ferme restando le disposizioni degli articoli 589 e 590 del codice penale, è punito con la reclusione fino a due anni.

Quando è cagionato solo un danno alle cose di particolare gravità o si determina il pericolo di detto evento, si applica la pena della reclusione fino ad un anno.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 agosto 1982

PERTINI

**SPADOLINI — COLOMBO — ROGNONI —
DARIDA — BALZAMO — MARCORA —
MANNINO — DE MICHELIS**

Visto, *il Guardasigilli*: **DARIDA**

c) par « transport nucléaire international », il faut entendre le transport de matières nucléaires conditionnées en vue d'un envoi par tout moyen de transport lorsqu'il doit franchir les frontières de l'Etat sur le territoire duquel il a son origine, à compter de son départ d'une installation de l'expéditeur dans cet Etat et jusqu'à son arrivée dans une installation du destinataire sur le territoire de l'Etat de destination finale.

Article 2

1. La présente Convention s'applique aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours de transport international.
2. A l'exception des articles 3, 4 et du paragraphe 3 de l'article 5, la présente Convention s'applique également aux matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national.
3. Indépendamment des engagements expressément contractés par les Etats parties dans les articles visés au paragraphe 2 en ce qui concerne les matières nucléaires employées à des fins pacifiques en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national, rien dans la présente Convention ne doit être interprété comme limitant les droits souverains d'un Etat relatifs à l'utilisation, au stockage et au transport desdites matières nucléaires sur le territoire national.

Article 3

Chaque Etat partie prend les dispositions nécessaires conformément à sa législation nationale et au droit international pour que, dans toute la mesure possible, pendant un transport nucléaire international, les matières nucléaires se trouvant sur son territoire ou à bord d'un navire ou d'un aéronef relevant de sa compétence, dans la mesure où ledit navire ou aéronef participe au transport à destination ou en provenance dudit Etat, soient protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I.

Article 4

1. Chaque Etat partie n'exporte des matières nucléaires ou n'en autorise l'exportation que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.
2. Chaque Etat partie n'importe des matières nucléaires ou n'en autorise l'importation en provenance d'un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention, que s'il a reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées pendant le transport nucléaire international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

CONVENTION SUR LA PROTECTION PHYSIQUE DES MATIERES NUCLEAIRES

Les Etats parties à la présente Convention,

Reconnaissant le droit de tous les Etats à développer les applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et leur intérêt légitime pour les avantages qui peuvent en découler,

Convaincus de la nécessité de faciliter la coopération internationale pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire,

Désireux d'écartier les risques qui pourraient découler de l'obtention et de l'usage illicites de matières nucléaires,

Convaincus que les infractions relatives aux matières nucléaires sont un objet de grave préoccupation et qu'il est urgent de prendre des mesures appropriées et efficaces pour assurer la prévention, la découverte et la répression de ces infractions,

Consentis de la nécessité d'une coopération internationale en vue d'arrêter, conformément à la législation nationale de chaque Etat partie et à la présente Convention, des mesures efficaces pour assurer la protection physique des matières nucléaires,

Convaincus que la présente Convention devrait faciliter le transfert en toute sécurité de matières nucléaires,

Soulignant également l'importance que présente la protection physique des matières nucléaires en cours d'utilisation, de stockage et de transport sur le territoire national,

Reconnaissant l'importance d'assurer une protection efficace des matières nucléaires utilisées à des fins militaires, et étant entendu que lesdites matières font et continueront à faire l'objet d'une protection physique rigoureuse,

Sont convenus de ce qui suit

Article 1er

Aux fins de la présente Convention

a) par « matières nucléaires », il faut entendre le plutonium à l'exception du plutonium dont la concentration isotopique en plutonium 238 dépasse 80%, l'uranium 233, l'uranium enrichi en uranium 235 ou 233, l'uranium contenant le mélange d'isotopes qui se trouve dans la nature autrement que sous forme de minerai ou de résidu de minerai, et toute matière contenant un ou plusieurs des éléments ou isotopes ci-dessus;

b) par « uranium enrichi en uranium 235 ou 233 », il faut entendre l'uranium contenant soit de l'uranium 235, soit de l'uranium 233, soit ceux deux isotopes, en quantité telle que le rapport entre la somme de ces deux isotopes et l'isotope 238 soit supérieur au rapport entre l'isotope 235 et l'isotope 238 dans l'uranium naturel;

3. Un Etat partie n'autorise sur son territoire le transit de matières nucléaires entre des Etats non parties à la présente Convention par les voies terrestres ou par les voies navigables ou dans ses aéroports ou ports maritimes que s'il a, dans toute la mesure possible, reçu l'assurance que lesdites matières seront protégées en cours de transport international conformément aux niveaux énoncés à l'annexe I.

4. Chaque Etat partie applique conformément à sa législation nationale les niveaux de protection physique énoncés à l'annexe I aux matières nucléaires transportées d'une partie dudit Etat dans une autre partie du même Etat et empruntant les eaux internationales ou l'espace aérien international.

5. L'Etat partie tenu d'obtenir l'assurance que les matières nucléaires seront protégées selon les niveaux énoncés à l'annexe I conformément aux paragraphes 1 à 3 ci-dessus détermine et avise préalablement les Etats par lesquels lesdites matières transiteront par les voies terrestres ou les voies navigables et ceux dans les aéroports ou ports maritimes dans lesquels sont prévues des escales.

6. La responsabilité d'obtenir l'assurance visée au paragraphe 1 peut être transmise par consentement mutuel à l'Etat partie qui participe au transport en tant qu'Etat importateur.

7. Rien dans le présent article ne doit être interprété comme affectant d'une manière quelconque la souveraineté et la juridiction territoriales d'un Etat, notamment sur l'espace aérien et la mer territoriale dudit Etat.

Article 5

1. Les Etats parties désignent et s'indiquent mutuellement, directement ou par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, leurs services centraux et les correspondants qui sont chargés d'assurer la protection physique des matières nucléaires et de coordonner les opérations de récupération et d'intervention en cas d'enlèvement, d'emploi ou d'altération illicite de matières nucléaires, ou en cas de menace vraisemblable de l'un de ces actes.

2. En cas de vol, de vol qualifié ou de toute autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, les Etats parties apportent leur coopération et leur aide dans toute la mesure possible, conformément à leur législation nationale, pour la récupération et la protection desdites matières, à tout Etat qui en fait la demande. En particulier:

a) Un Etat partie prend les dispositions nécessaires pour informer aussitôt que possible les autres Etats qui lui semblent intéressés de tout vol, vol qualifié ou autre obtention illicite de matières nucléaires, ou de menace vraisemblable d'un tel acte, et pour informer, le cas échéant, les organisations internationales;

b) En tant que de besoin, les Etats parties intéressés échangent des renseignements entre eux ou avec des organisations internationales afin de protéger les matières nucléaires menacées, de vérifier l'intégrité des conteneurs d'expédition ou de récupérer les matières nucléaires illicitement enlevées; ils:

- i) coordonnent leurs efforts par la voie diplomatique et par d'autres moyens prévus d'un commun accord;
- ii) se prêtent assistance si la demande en est faite;
- iii) assurent la restitution des matières nucléaires volées ou manquantes, à la suite des événements ci-dessus mentionnés

Les modalités concrètes de cette coopération sont arrêtées par les Etats parties intéressés.

3. Les Etats parties coopèrent et se consultent, en tant que de besoin, directement ou par l'intermédiaire d'organisations internationales, en vue d'obtenir des avis sur la conception, l'entretien et l'amélioration des systèmes de protection physique des matières nucléaires en cours de transport international.

Article 6

1. Les Etats parties prennent les mesures appropriées compatibles avec leur législation nationale pour protéger le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel en vertu des dispositions de cette Convention d'un autre Etat partie ou à l'occasion de leur participation à une activité exécutée en application de cette Convention. Lorsque des Etats parties communiquent confidentiellement des renseignements à des organisations internationales, des mesures sont prises pour assurer la protection du caractère confidentiel de ces renseignements.

2. En vertu de la présente Convention, les Etats parties ne sont pas tenus de fournir des renseignements que leur législation nationale ne permet pas de communiquer ou qui compromettraient leur sécurité nationale ou la protection physique des matières nucléaires.

Article 7

1. Le fait de commettre intentionnellement l'un des actes suivants

- a) le recel, la détention, l'utilisation, la cession, l'altération, l'aliénation ou la dispersion de matières nucléaires, sans y être habilité, et entraînant ou pouvant entraîner la mort ou des blessures graves pour autrui ou des dommages considérables pour les biens;
- b) le vol simple ou le vol qualifié de matières nucléaires;
- c) le détournement ou toute autre appropriation induite de matières nucléaires;

d) le fait d'exiger des matières nucléaires par la menace, le recours à la force ou par toute autre forme d'intimidation;

e) la menace:

- i) d'utiliser des matières nucléaires pour tuer ou blesser gravement autrui ou causer des dommages considérables aux biens;
- ii) de commettre une des infractions décrites à l'alinéa b) afin de contraindre une personne physique ou morale, une organisation internationale ou un Etat à faire ou à s'abstenir de faire un acte;

f) la tentative de commettre l'une des infractions décrites aux alinéas a), b) ou c);

g) la participation à l'une des infractions décrites aux alinéas a) à f) est considéré par tout Etat partie comme une infraction punissable en vertu de son droit national.

2. Tout Etat partie applique aux infractions prévues dans le présent article des peines appropriées, proportionnées à la gravité de ces infractions.

Article 8

1. Tout Etat partie prend les mesures éventuellement nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7 dans les cas ci-après:

- a) Lorsque l'infraction est commise sur le territoire dudit Etat ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans ledit Etat;
- b) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit Etat.

2. Tout Etat partie prend également les mesures éventuellement nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et que ledit Etat ne l'extrade pas conformément à l'article 11 dans l'un quelconque des Etats mentionnés au paragraphe 1.

3. La présente Convention n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément aux lois nationales.

4. Outre les Etats parties mentionnés aux paragraphes 1 et 2, tout Etat partie peut, conformément au droit international, établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées à l'article 7, lorsqu'il participe à un transport nucléaire international en tant qu'Etat exportateur ou importateur de matières nucléaires.

Article 9

S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction recourt, conformément à sa législation nationale, aux mesures appropriées, y compris à la détention, pour assurer la présence dudit auteur présumé aux fins de poursuites judiciaires ou d'extradition. Les mesures prises aux termes du présent article sont notifiées sans délai aux Etats tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions de l'article 8 et, si besoin est, à tous les autres Etats concernés.

Article 10

L'Etat partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas ce dernier, soumet l'affaire, sans aucune exception et sans retard injustifié, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale, selon une procédure conforme à la législation dudit Etat.

Article 11

1. Les infractions visées à l'article 7 sont de plein droit comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition en vigueur entre des Etats parties. Les Etats parties s'engagent à inclure ces infractions parmi les cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure entre eux.

2. Si un Etat partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition pour ce qui concerne les infractions susvisées. L'extradition est soumise aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3. Les Etats parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'Etat requis.

4. Entre Etats parties, chacune de ces infractions est considérée, aux fins de l'extradition, comme ayant été commise tant au lieu de sa perpétration que sur le territoire des Etats parties tenus d'établir leur compétence conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 8.

Article 12

Toute personne contre laquelle une procédure est engagée en raison de l'une des infractions prévues à l'article 7 bénéficie d'un traitement équitable à tous les stades de la procédure.

Article 13

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure pénale relative aux infractions prévues à l'article 7, y compris en ce qui concerne la communication d'éléments de preuves dont ils disposent et qui sont nécessaires aux poursuites. Dans tous les cas, la loi applicable pour l'exécution d'une demande d'entraide est celle de l'Etat requis.

2. Les dispositions du paragraphe 1 n'affectent pas les obligations découlant de tout autre traité, bilatéral ou multilatéral, qui régit ou régira tout ou partie de l'entraide judiciaire en matière pénale.

Article 14

1. Chaque Etat partie informe le dépositaire des lois et règlements qui donnent effet à la présente Convention. Le dépositaire communique périodiquement ces renseignements à tous les Etats parties.

2. L'Etat partie sur le territoire duquel l'auteur présumé d'une infraction est poursuivi communique, dans la mesure du possible, en premier lieu le résultat de la procédure aux Etats directement intéressés. L'Etat partie communique par ailleurs le résultat de la procédure au dépositaire qui en informe tous les Etats.

3. Lorsqu'une infraction concerne des matières nucléaires utilisées à des fins pacifique en cours d'utilisation, de stockage ou de transport sur le territoire national et que, tant l'auteur présumé de l'infraction que les matières nucléaires demeurent sur le territoire de l'Etat partie où l'infraction a été commise, rien dans la présente Convention ne sera interprété comme impliquant pour cet Etat partie de fournir des informations sur les procédures pénales relatives à cette infraction.

Article 15

Les annexes à la présente Convention font partie intégrante de ladite Convention.

Article 16

1. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le dépositaire convoquera une conférence des Etats parties, afin d'examiner l'application de la Convention et de procéder à son évaluation en ce qui concerne la préambule, la totalité du dispositif et les annexes compte tenu de la situation existant alors.

2. Par la suite, à des intervalles de cinq ans au moins, la majorité des Etats parties peut obtenir la convocation de conférences ultérieures ayant le même objectif, en soumettant au dépositaire une proposition à cet effet.

Article 17

1. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la Convention, lesdits Etats parties se consultent en vue de régler le différend par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends acceptable par toutes les parties au différend.

2. Tout différend de cette nature qui ne peut être réglé de la manière prescrite au paragraphe 1 est, à la demande de toute partie à ce différend, soumis à arbitrage ou renvoyé à la Cour internationale de Justice pour décision. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties au différend ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, une partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice ou au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un ou plusieurs arbitres. En cas de conflit entre les demandes des parties au différend, la demande adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prévaut.

3. Tout Etat partie, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie, l'accepte ou l'approuve, ou y adhère, peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'une ou l'autre ou les deux procédures de règlement des différends énoncées au paragraphe 2 du présent article. Les autres Etats parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends prévue au paragraphe 2 à l'égard d'un Etat partie qui a formulé une réserve au sujet de cette procédure.

4. Tout Etat partie qui a formulé une réserve, conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, peut à tout moment lever cette réserve par voie de notification adressée au dépositaire.

Article 18

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, à partir du 3 mars 1980 jusqu'à son entrée en vigueur.

2. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats signataires.

3. Après son entrée en vigueur la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tous les Etats.

4. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion d'organisations internationales et d'organisations régionales ayant un caractère d'intégration ou un autre caractère à condition que chacune desdites organisations soit constituée par des Etats souverains et ait com-

pétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux portant sur des domaines couverts par la présente Convention.

b) Dans les domaines de leur compétence, ces organisations, en leur nom propre, exercent les droits et assument les responsabilités que la présente Convention attribue aux Etats parties

c) En devenant partie à la présente Convention, une telle organisation communique au dépositaire une déclaration indiquant quels sont ses Etats Membres et quels articles de la présente Convention ne lui sont pas applicables.

d) Une telle organisation ne dispose pas de voix propre en plus de celles de ses Etats Membres

5. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire

Article 19

1. La présente Convention entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt, auprès du dépositaire, du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation

2. Pour chacun des Etats qui ratifient la Convention, l'acceptent, l'approuvent ou y adhèrent après le dépôt du vingt et unième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la Convention entre en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 20

1. Sans préjudice de l'article 16, un Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention. L'amendement proposé est soumis au dépositaire qui le communique immédiatement à tous les Etats parties. Si la majorité des Etats parties demande au dépositaire de réunir une conférence pour étudier les amendements proposés, le dépositaire invite tous les Etats parties à assister à une telle conférence, qui s'ouvrira 30 jours au moins après l'envoi des invitations. Tout amendement adopté à la conférence par une majorité des deux tiers de tous les Etats parties est communiqué sans retard par le dépositaire à tous les Etats parties.

2. L'amendement entre en vigueur pour chaque Etat partie qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement le trentième jour après la date à laquelle les deux tiers des Etats parties ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du dépositaire. Par la suite, l'amendement entre en vigueur pour tout autre Etat partie le jour auquel cet Etat partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

Article 21

1. Tout Etat partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au dépositaire

2. La dénonciation prend effet cent quatre-vingts jours après la date à laquelle le dépositaire reçoit la notification

Article 22

Le dépositaire notifie sans retard à tous les Etats

- a) chaque signature de la présente Convention;
- b) chaque dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) toute formulation ou tout retrait d'une réserve conformément à l'article 17;

d) toute communication faite par une organisation conformément au paragraphe 4 c) de l'article 18;

e) l'entrée en vigueur de la présente Convention;

f) l'entrée en vigueur de tout amendement à la présente Convention;

g) toute dénonciation faite en vertu de l'article 21

Article 23

L'original de la présente Convention dont les versions arabe, chinoise, anglaise, espagnole, française et russe font également foi sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui en fera parvenir des copies certifiées à tous les Etats

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention, ouverte à la signature à Vienne et à New York le 3 mars 1980

Pour l'Allemagne, République Fédérale d'

Julius HOFFMANN

13.6.1980

Pour l'Autriche

Friedrich HOESS

3 3 1980

Pour la Belgique

Luc SMOLDEREN

13 6 1980

Pour la Communauté européenne de l'énergie atomique

Gunter SCHUSTER
13.6.1980

Pour le Danemark

Jorn STENBACK HANSEN
13.6.1980

Pour les Etats-Unis d'Amérique

Roger KIRK
Ronald BEITAUER
3.3.1980

Pour la France

William DE PEYSTER
13.6.1980

Pour la Grèce

George Pierre KAPSAMBELIS
3.3.1980

Pour le Guatemala

Jorge Federico GONZALEZ NAJERA
12.3.1980

Pour Haiti

Georges COLIMAN
10.4.1980

Pour la Hongrie

Zoltán FODOR
17.6.1980

Pour l'Irlande

Tadhg O'SULLIVAN
13.6.1980

Pour l'Italie

Luigi Maria FONTANA GIUSTI
13.6.1980

Pour le Luxembourg

Edouard MOLITOR
13.6.1980

Pour le Maroc

Mehdi MRANI-ZENTAR
27.7.1980

Pour le Panama

Ernesto KOREF
18.3.1980

Pour le Paraguay

Luis GONZALEZ ARIAS
21.5.1980

Pour les Pays-Bas

Peter Johan HANSEN
13.3.1980

Pour les Philippines

Domingo L. SIAZON, Jr
19.5.1980

Pour la République Démocratique Allemande

Georg SITZLACK
21.5.1980

Pour la République Dominicaine

Juan Jorge GARCIA
3.3.1980

Pour le Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

CHOMARTIE
13.6.1980

Pour la Suède

Class WOLLIN
2.7.1980

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques

Oleg CHRESTON
22.5.1980

Pour la Yougoslavie

Novak PRIBICEVIC
15.7.1980

ANNEXE II

TABLEAU CATEGORISATION DES MATIERES NUCLEAIRES

Matière	Catégorie		
	I	II	III (c)
1. Plutonium (a)	Non irradié (b)	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g
2. Uranium 235	Non irradié (b)	Moins de 5 kg mais plus de 1 kg	1 kg ou moins mais plus de 15 g
	— uranium enrichi à 20% ou plus en ²³⁵ U		
3. Uranium 233	— uranium enrichi à 10% ou plus, mais à moins de 20%, en ²³⁵ U	10 kg ou plus	Moins de 10 kg mais plus de 1 kg
	— uranium enrichi à moins de 10% en ²³⁵ U	—	10 kg ou plus
4. Combustible irradié	Non irradié (b)	Moins de 2 kg mais plus de 500 g	500 g ou moins mais plus de 15 g

(a) Tout le plutonium sauf s'il a une concentration isotopique dépassant 80% en plutonium 238

(b) Matières non irradiées dans un réacteur ou matières irradiées dans un réacteur donnant un niveau de rayonnement égal ou inférieur à 100 rads/h à un mètre de distance sans écran.

(c) Les quantités qui n'entrent pas dans la catégorie III ainsi que l'uranium naturel devraient être protégés conformément à des pratiques de gestion prudente.

(d) Ce niveau de protection est recommandé, mais il est loisible aux Etats d'attribuer une catégorie de protection physique différente après évaluation des circonstances particulières.

(e) Les autres combustibles qui en vertu de leur teneur originelle en matières fissiles sont classés dans la catégorie I ou dans la catégorie II avant irradiation peuvent entrer dans la catégorie directement inférieure si le niveau de rayonnement du combustible dépasse 100 rads/h à un mètre de distance sans écran.

Visto, il Ministro degli affari esteri
COLOMBO

ANNEXE I

Niveaux de protection physique applicables aux transports internationaux de matières nucléaires, tels qu'ils sont définis à l'annexe II

1 Au cours de l'entreposage à l'occasion du transport nucléaire international, les niveaux de protection physique ci-après doivent être appliqués:

a) Les matières de la catégorie III sont entreposées dans une zone d'accès contrôlé;

b) Les matières de la catégorie II sont entreposées dans une zone constamment surveillée par des gardes ou des dispositifs électroniques, entourée d'une barrière matérielle comportant un nombre limité de points d'entrée soumis à un contrôle approprié, ou dans toute zone munie d'une protection physique d'un degré équivalent;

c) Les matières de la catégorie I sont entreposées dans une zone protégée de la manière définie ci-dessus en ce qui concerne la catégorie II dans dont l'accès n'est en outre permis qu'aux personnes reconnues dignes de confiance, et placé sous la surveillance de gardes qui sont en liaison étroite avec des forces d'intervention appropriées. Les mesures particulières prévues dans ce contexte on pour objet de détecter et de prévenir toute attaque, tout accès non autorisé ou tout retrait de matières non autorisé

2. Les niveaux ci-après s'appliquent aux transports nucléaires internationaux:

a) Pour les matières des catégories II et III, le transport s'effectue avec des précautions particulières comportant notamment la conclusion d'arrangements préalables entre l'expéditeur, le destinataire et le transporteur, et d'un accord préalable entre les personnes physiques ou morales relevant de la juridiction et de la réglementation des Etats exportateur et importateur, qui précise le moment, le lieu et les modalités du transfert de la responsabilité du transport;

b) Pour les matières de la catégorie I, le transport s'effectue avec les précautions particulières énoncées plus haut pour le transport des matières des catégories II et III, et, en outre, sous la surveillance constante d'une escorte et dans des conditions assurant une liaison étroite avec des forces d'intervention appropriées.

c) Pour l'uranium naturel se présentant autrement que sous forme de minerais ou de résidus de minerais, la protection pour le transport de quantités dépassant 500 kg d'uranium comporte la notification préalable de l'expédition spécifiant le mode de transport, l'heure d'arrivée prévue et la confirmation que les matières ont bien été reçues.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione

CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE FISICA DEL MATERIALE NUCLEARE

Gli Stati contraenti,

Riconoscendo il diritto di tutti gli Stati al pieno sviluppo degli impieghi pacifici dell'energia nucleare ed il loro interesse legittimo nei confronti dei vantaggi che possano conseguirne,

Convinti della necessità di facilitare la cooperazione internazionale nel campo degli impieghi pacifici dell'energia nucleare,

Desiderosi di evitare i rischi che potrebbero derivare dall'acquisizione ed uso illecito del materiale nucleare,

Convinti che i reati relativi al materiale nucleare costituiscono oggetto di grave preoccupazione e che è urgente prendere provvedimenti adeguati ed efficaci diretti ad assicurare la prevenzione, scoperta e repressione di tali reati;

Coscienti della necessità di una cooperazione internazionale al fine di porre in essere, in conformità con la legislazione nazionale di ciascuno Stato contraente, adeguati provvedimenti onde garantire la protezione fisica del materiale nucleare,

Convinti che la presente Convenzione dovrebbe facilitare il trasferimento, in piena sicurezza, del materiale nucleare,

Sottolineando anche l'importanza che presenta la protezione fisica del materiale nucleare in uso, depositato ed in corso di trasporto nell'ambito del territorio nazionale,

Riconoscendo l'importanza di garanzie e una efficace protezione fisica del materiale nucleare destinato a scopi militari, e rimanendo inteso che tale materiale è e continuerà ad essere oggetto di rigorosa protezione fisica,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione

a) per «materiale nucleare» si intende il plutonio ad eccezione di quello la cui concentrazione isotopica in plutonio 238 supera l'80 per

cento; l'uranio 233; l'uranio arricchito negli isotopi 235 o 233; l'uranio contenente la mescolanza di isotopi che si trova in natura in forma diversa da quella di minerale o di residuo minerale; qualunque materiale contenente uno o più dei suddetti isotopi;

b) per «uranio arricchito negli isotopi 235 o 233» si intende l'uranio contenente gli isotopi 235 o 233 o entrambi in quantità tale che il rapporto di abbondanza tra la somma di questi due isotopi e l'isotopo 238 sia superiore al rapporto tra l'isotopo 235 e l'isotopo 238 dell'uranio naturale;

c) per «trasporto nucleare internazionale» si intende il trasporto di una partita di materiale nucleare mediante qualsiasi mezzo di trasporto destinato ad oltrepassare il territorio dello Stato ove ha origine la spedizione, ad iniziare dal momento della partenza dall'impianto di colui che spedisce nello Stato medesimo, fino al suo arrivo nell'impianto del destinatario, sul territorio dello Stato di destinazione finale

Articolo 2

1 La presente Convenzione si applicherà al materiale nucleare destinato a scopi pacifici nel corso di un trasporto internazionale

2 Ad eccezione degli articoli 3, 4 e del paragrafo 3 dell'articolo 5, la presente Convenzione si applicherà altresì al materiale nucleare destinato a scopi pacifici durante l'uso, deposito e trasporto sul territorio nazionale.

3. A parte gli impegni espressamente assunti dagli Stati contraenti negli articoli citati al paragrafo 2 concernente il materiale nucleare destinato a scopi pacifici in uso, deposito e trasporto sul territorio nazionale, nulla nella presente Convenzione sarà interpretata come limitante i diritti sovrani di uno Stato circa l'uso, il deposito e il trasporto di tale materiale nucleare sul territorio nazionale

Articolo 3

Ciascuno Stato contraente assumerà i provvedimenti necessari, a norma della propria legislazione nazionale e del diritto internazionale, affinché, nella misura possibile, il materiale nucleare che si trova sul proprio territorio o a bordo di una nave o di un aereo soggetto alla propria giurisdizione, nella misura in cui la suddetta nave o aereo sia impegnato nel trasporto a destinazione di, o in provenienza da, suddetto Stato, sia protetto durante un trasporto nucleare internazionale, secondo i livelli specificati all'allegato I.

Articolo 4

1. Ciascuno Stato contraente non esporterà, o non autorizzerà la esportazione di materiale nucleare, a meno che non abbia ricevuto as-

sicurezza che tale materiale sarà, durante il trasporto nucleare internazionale, protetto conformemente ai livelli di protezione di cui all'allegato I.

2 Ciascuno Stato contraente non importerà, o non autorizzerà la importazione di materiale nucleare, da uno Stato non contraente, a meno che non abbia ricevuto assicurazioni che tale materiale sarà, durante il trasporto nucleare internazionale, protetto conformemente ai livelli di cui all'allegato I.

3 Uno Stato contraente non autorizzerà il transito sul proprio territorio per via terrestre o navigabile, nei propri aeroporti o porti marittimi, di materiale nucleare in provenienza o a destinazione di Stati non contraenti a meno che lo Stato contraente non abbia, nella misura possibile, ricevuto assicurazioni che il suddetto materiale sarà protetto, durante il trasporto internazionale, conformemente ai livelli di protezione di cui all'allegato I.

4 Ciascuno Stato contraente applicherà, a norma della propria legislazione nazionale, i livelli di protezione fisica di cui all'allegato I al materiale nucleare trasportato da una parte all'altra di tale Stato attraversando acque o spazi aerei internazionali.

5 Lo Stato contraente che debba ottenere l'assicurazione che il materiale nucleare sarà protetto secondo i livelli di cui all'allegato I conformemente ai precedenti paragrafi da 1 a 3 determinerà e informerà preventivamente gli Stati attraverso cui sarà previsto il transito per via terrestre o navigabile del materiale nucleare, nonché quelli nei cui porti o aeroporti sono previsti scali.

6 La responsabilità di ottenere le assicurazioni previste al paragrafo 1 potrà essere assunta, con accordo reciproco, dallo Stato contraente che partecipa al trasporto in qualità di Stato importatore.

7. Nulla nel presente articolo sarà interpretato come limitante in qualsiasi maniera la sovranità territoriale e la giurisdizione di uno Stato, incluse quelle sullo spazio aereo e sulle acque territoriali di detto Stato

Articolo 5

1. Gli Stati contraenti designeranno e renderanno reciprocamente noti, direttamente o attraverso l'Agenzia internazionale per l'energia atomica, i rispettivi servizi centrali nonché i corrispondenti incaricati di assicurare la protezione fisica del materiale nucleare e di coordinare le operazioni di recupero e d'intervento in caso di sottrazione, uso o alterazione illeciti di materiale nucleare o in caso di fondata minaccia di perpetrazione di uno di tali atti

2 In caso di furto, di rapina o di qualsiasi acquisizione illecita di materiale nucleare o di fondata minaccia di perpetrazione di uno di tali atti, gli Stati contraenti forniranno collaborazione ed aiuto, nella misura possibile ed a norma delle rispettive legislazioni nazionali, per il recupero e la protezione di tale materiale a qualunque Stato ne faccia richiesta. In particolare:

a) uno Stato contraente assumerà i provvedimenti necessari al fine di informare, il prima possibile, gli altri Stati che ritenga siano interessati al furto, rapina o tutt'altra acquisizione illecita di materiale nucleare o minaccia fondata di perpetrazione di uno di tali atti, e di informare, se del caso, le organizzazioni internazionali;

b) in caso di bisogno, gli Stati contraenti interessati scambieranno informazioni, tra loro o con organizzazioni internazionali, al fine di proteggere il materiale nucleare minacciato, di accertare l'integrità dei contenitori o di recuperare il materiale nucleare illecitamente sottratto e dovranno:

i) coordinare i loro sforzi attraverso canali diplomatici ed altri canali stabiliti di comune accordo;

ii) prestare, se così richiesti, reciproca assistenza;

iii) assicurare la restituzione del materiale nucleare oggetto di furto o comunque mancante, a seguito degli eventi sopra menzionati.

Le modalità concrete per l'attuazione di tale collaborazione saranno definite dagli Stati contraenti interessati

3. Gli Stati contraenti coopereranno e si consulteranno, in caso di bisogno, direttamente o attraverso organizzazioni internazionali al fine di ottenere indicazioni circa la progettazione, manutenzione e miglioramento dei sistemi di protezione fisica del materiale nucleare durante il trasporto internazionale.

Articolo 6

1 Gli Stati contraenti assumeranno adeguati provvedimenti, compatibili con le rispettive legislazioni nazionali, al fine di proteggere il carattere riservato delle informazioni che riceveranno a tale titolo, in virtù delle clausole della presente Convenzione, da altro Stato contraente, o in occasione della loro partecipazione a qualsiasi attività eseguita in applicazione della presente Convenzione. Allorché degli Stati contraenti comunicheranno riservatamente informazioni a organizzazioni internazionali, saranno presi provvedimenti onde assicurare la protezione del carattere riservato di tali informazioni.

2 Gli Stati contraenti non saranno tenuti, in virtù della presente Convenzione, a fornire quelle informazioni che la legislazione nazionale non consenta siano diffuse o che comprometterebbero la sicurezza nazionale o la stessa protezione fisica del materiale nucleare.

Articolo 7

1 Il commettere dolosamente uno dei seguenti atti:

- a) la ricettazione, la detenzione, l'uso, la cessione, l'alterazione, l'alienazione o la dispersione del materiale nucleare, senza averne alcun titolo e che cagioni o sia in grado di cagionare la morte o il ferimento grave di persone o danneggiamento considerevole a cose;
- b) il furto o la rapina di materiale nucleare;

c) la sottrazione o qualsiasi appropriazione indebita di materiale nucleare;

d) la richiesta, con violenza, minaccia o qualsiasi altro atto intimidatorio, di materiale nucleare;

e) la minaccia

i) di impiego del materiale nucleare al fine di uccidere o ferire gravemente persone o cagionare danni considerevoli alle cose;

ii) di perpetrare uno dei reati previsti al punto b) al fine di costringere una persona fisica o giuridica, una organizzazione internazionale o uno Stato a compiere, o astenersi dal compiere, un atto;

f) il tentativo di commettere uno dei reati di cui ai punti a), b) o c);

g) il concorso in uno dei reati di cui ai punti da a) a f) sarà considerato da ciascuno Stato contraente quale reato punibile a norma del proprio diritto nazionale

2 Ciascuno Stato contraente comminerà per i reati previsti nel presente articolo pene adeguate, tenendo conto della gravità dei reati stessi.

Articolo 8

1 Ciascuno Stato contraente assumerà i provvedimenti eventualmente necessari all'esercizio della propria giurisdizione sui reati previsti all'articolo 7 nei seguenti casi:

a) allorché il reato sia commesso sul territorio di detto Stato o a bordo di una nave o aereo immatricolati presso detto Stato;

b) allorché il presunto autore del reato appartenga alla nazionalità di esso Stato

2 Ciascuno Stato contraente assumerà ugualmente i provvedimenti eventualmente necessari all'esercizio della propria giurisdizione sui suddetti reati allorché il presunto autore del reato si trovi sul suo territorio ed allorché detto Stato non intenda estradarlo, a norma dell'articolo 11, verso uno qualsiasi degli Stati di cui al precedente paragrafo 1.

3. La presente Convenzione non esclude alcuna giurisdizione penale esercitata a norma delle leggi nazionali.

4. Oltre agli Stati contraenti citati ai precedenti paragrafi 1 e 2 qualunque Stato contraente, che partecipi ad un trasporto nucleare internazionale come Stato esportatore o importatore di materie nucleari, potrà esercitare, a norma del diritto internazionale, la sua giurisdizione sui reati previsti all'articolo 7

Articolo 9

Qualora lo Stato contraente sul cui territorio si trova il presunto autore del reato ritenga che le circostanze lo richiedano, assumerà, a norma della propria legislazione nazionale, provvedimenti idonei, ivi compresa la detenzione, a garantire la presenza del suddetto presunto autore ai fini della punizione o della estradizione

I provvedimenti assunti ai termini del presente articolo saranno notificati senza indugio agli Stati tenuti ad esercitare la loro giurisdizione, a norma del disposto dell'articolo 8, nonché, se del caso, a qualsiasi altro Stato interessato

Articolo 10

Lo Stato contraente sul cui territorio si trovi il presunto autore del reato, qualora non intenda procedere all'estradizione del medesimo, sottoporrà il caso alle proprie autorità competenti all'esercizio dell'azione penale, secondo le procedure previste dalla legislazione di tale Stato, senza alcuna eccezione o ritardo ingiustificato

Articolo 11

1 I reati previsti all'articolo 7 saranno automaticamente compresi come ipotesi di estradizione in qualsiasi trattato di estradizione in vigore tra Stati contraenti.

Gli Stati contraenti si impegnano ad includere tali reati fra le ipotesi di estradizione in qualsiasi futuro accordo di estradizione da stipularsi tra essi contraenti

2. Qualora uno Stato contraente, che subordini l'estradizione alla esistenza di un trattato, riceva una richiesta di estradizione da parte di altro Stato contraente cui non sia vincolato da alcun trattato di estradizione, esso Stato potrà considerare la presente Convenzione quale base giuridica per la concessione dell'estradizione, limitatamente ai reati ivi contemplati

L'estradizione sarà soggetta alle altre condizioni previste dalla legislazione dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

3. Gli Stati contraenti, che non subordinino l'estradizione all'esistenza di apposito trattato, riconosceranno i reati citati quali casi di estradizione tra essi Stati, nel rispetto delle condizioni previste dal diritto dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

Articolo 15

Gli allegati alla presente Convenzione costituiscono parte integrante della Convenzione stessa

Articolo 16

1 Cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il depositario convocherà una conferenza degli Stati contraenti, al fine di esaminare l'applicazione della Convenzione e di procedere alla sua valutazione con riferimento al preambolo, alla intera parte operativa nonché agli allegati, alla luce della situazione esistente in quel momento.

2 Successivamente, ad intervalli di almeno cinque anni, la maggioranza degli Stati contraenti potrà ottenere la convocazione di ulteriori conferenze con lo stesso obiettivo, sottoponendo al depositario una richiesta in tal senso.

Articolo 17

1 In caso di controversia fra due o più Stati contraenti circa l'interpretazione o applicazione della Convenzione, detti Stati contraenti si consulteranno al fine di risolvere la controversia stessa mediante negoziato o tutt'altro sistema pacifico di risoluzione della controversia accettabile da tutte le parti alla controversia stessa.

2 Ogni controversia di tale tipo, che non possa essere risolta come previsto al paragrafo 1, sarà sottoposta, su richiesta di una delle parti, ad arbitrato o rimessa, per decisione, alla Corte internazionale di giustizia. Se entro sei mesi dalla data della richiesta di arbitrato le parti alla controversia non raggiungono un accordo sull'organizzazione dell'arbitrato stesso, una qualsiasi delle parti può richiedere al Presidente della Corte internazionale di giustizia o al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di designare uno o più arbitri. In caso di conflitto fra le richieste delle parti alla controversia, prevale la richiesta fatta al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

3 Ogni Stato contraente può, al momento della firma, ratifica, accettazione o approvazione della presente Convenzione, o al momento della sua adesione, dichiarare di non ritenersi vincolato da l'una o l'altra o da entrambe le due procedure di risoluzione delle controversie previste al paragrafo 2 del presente articolo.

4 Ogni Stato contraente che abbia opposto una riserva a norma del disposto del paragrafo 3 del presente articolo, può in qualsiasi momento togliere detta riserva mediante notifica al depositario.

4. Ai fini dell'estradizione tra Stati contraenti, ciascuno di tali reati sarà considerato come perpetuato non soltanto nel luogo in cui si è verificato ma anche nel territorio degli Stati contraenti terzi ad esercitare la loro giurisdizione ai sensi del paragrafo 1, articolo 8

Articolo 12

Qualsiasi persona, nei cui confronti si svolga un'azione legale a causa di uno dei reati previsti all'articolo 7, beneficerà di trattamento imparziale in tutti i gradi dell'azione stessa

Articolo 13

1. Gli Stati contraenti si presteranno reciprocamente la più ampia assistenza giudiziaria possibile in tutti i casi di azione penale avente per oggetto i reati previsti all'articolo 7, inclusi gli elementi di prova di cui disponessero, necessari all'esercizio dell'azione stessa. In ogni caso la legge applicabile all'esecuzione di una richiesta di assistenza sarà quella dello Stato che ha ricevuto la richiesta stessa.

2 Le disposizioni del paragrafo 1 non interferiranno sugli impegni derivanti da qualsiasi altro trattato, bilaterale o multilaterale che disciplina o disciplinerà, parzialmente o totalmente, l'assistenza reciproca in materia penale

Articolo 14

1. Ciascuno Stato contraente informerà il depositario circa le leggi ed i regolamenti emanati in attuazione della presente Convenzione. Il depositario comunicherà periodicamente tali informazioni a tutti gli Stati contraenti.

2 Lo Stato contraente, sul cui territorio il presunto autore del reato sia perseguito, comunicherà, nella misura possibile, in primo luogo agli Stati direttamente interessati il risultato dell'azione penale. Lo Stato contraente comunicherà tale risultato anche al depositario che ne informerà tutti gli Stati.

3. Allorché il reato riguarda materiale nucleare destinato a fini pacifici in uso, deposito o in corso di trasporto sul territorio nazionale ed allorché sia il presunto autore del reato, sia il materiale nucleare si trovino sul territorio dello Stato contraente in cui il reato è stato perpetrato, nulla nella presente Convenzione sarà interpretato in modo tale da implicare la concessione, da parte di tale Stato contraente, di informazioni sulle azioni penali relative a tale reato.

Articolo 18

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati presso la sede dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica a Vienna, nonché presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, dal 3 marzo 1980 fino alla data della sua entrata in vigore.

2. La presente Convenzione è soggetta a ratifica, accettazione o approvazione da parte degli Stati firmatari

3. Successivamente alla sua entrata in vigore, la presente Convenzione resterà aperta all'adesione di tutti gli Stati

4. a) La presente Convenzione è aperta alla firma o all'adesione di organizzazioni internazionali e di organizzazioni regionali aventi carattere di integrazione o aventi altro carattere, purché ciascuna di tali organizzazioni sia costituita da Stati sovrani e sia competente a negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nelle materie incluse nella presente Convenzione

b) Nei settori di loro competenza, tali organizzazioni eserciteranno in nome proprio i diritti e si assumeranno le obbligazioni attribuite dalla presente Convenzione agli Stati contraenti.

c) Al momento di diventare parte contraente, una tale organizzazione fornirà al depositario una dichiarazione indicante quali siano i propri Stati membri e quali gli articoli della presente Convenzione non applicabili

d) Tale organizzazione non disporrà di alcun voto proprio in aggiunta a quelli dei propri Stati membri.

5. Gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, saranno depositati presso il depositario

Articolo 19

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito, presso il depositario, del ventunesimo strumento di ratifica, accettazione o approvazione

2. Per quegli Stati che ratificheranno, accetteranno, approveranno la Convenzione o vi aderiranno successivamente al deposito del ventunesimo strumento di ratifica, accettazione o approvazione, la Convenzione entrerà in vigore il trentesimo giorno successivo al deposito, da parte di tali Stati, del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione.

Articolo 20

1. Senza pregiudicare quanto disposto all'articolo 16, uno Stato contraente può proporre emendamenti alla presente Convenzione. L'emendamento proposto sarà sottoposto al depositario che lo comunicherà immediatamente a tutti gli Stati contraenti. Se la maggioranza degli Stati contraenti richiederà al depositario di convocare una conferenza per esaminare tali emendamenti, il depositario stesso inviterà tutti gli Stati contraenti a partecipare a tale conferenza che si aprirà non prima di 30 giorni dalla spedizione degli inviti. Ogni emendamento approvato in sede di conferenza da una maggioranza di due terzi di tutti gli Stati contraenti sarà comunicato, senza ritardo, dal depositario a tutti gli Stati contraenti.

2. L'emendamento entrerà in vigore per ciascuno Stato contraente che deposita il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione dell'emendamento il trentesimo giorno successivo alla data nella quale i due terzi degli Stati contraenti avranno depositato i rispettivi strumenti di ratifica, accettazione o approvazione presso il depositario. Successivamente, l'emendamento entrerà in vigore nei confronti di qualunque altro Stato contraente il giorno in cui tale Stato contraente depositerà il proprio strumento di ratifica, accettazione o approvazione dell'emendamento.

Articolo 21

1. Qualunque Stato contraente può denunciare la presente Convenzione mediante notifica scritta al depositario.

2. La denuncia avrà effetto 180 giorni dopo la data di ricevimento della notifica da parte del depositario.

Articolo 22

Il depositario notificherà sollecitamente a tutti gli Stati

- a) ogni firma della presente Convenzione;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;
- c) l'apposizione ed il ritiro di qualsiasi riserva, a norma dell'articolo 17;
- d) qualsiasi comunicazione da parte di un'organizzazione, a norma del paragrafo 4c) dell'articolo 18;
- e) l'entrata in vigore della presente Convenzione;
- f) l'entrata in vigore di qualsiasi emendamento alla presente Convenzione;
- g) ogni denuncia effettuata in virtù dell'articolo 21

Articolo 23

Il testo originale della presente Convenzione, le cui traduzioni in arabo, cinese, inglese, spagnolo, francese e russo fanno ugualmente fede, sarà depositato presso il direttore generale dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, che provvederà a farne pervenire copie autentiche della medesima a tutti gli Stati

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno apposto la loro firma alla presente Convenzione, aperta alla firma il 3 marzo 1980 a Vienna e New York

(Seguono le firme)

ALLEGATO I

Livelli di protezione fisica da applicare al trasporto internazionale di materiale nucleare, secondo la classificazione dell'allegato II

1. I seguenti livelli di protezione fisica si applicano al materiale nucleare in deposito temporaneo in corso di trasporto internazionale:
 - a) i materiali della categoria III devono essere immagazzinati all'interno di una zona il cui accesso è controllato;
 - b) i materiali della categoria II devono essere immagazzinati all'interno di una zona costantemente sorvegliata da guardie o dispositivi elettronici, circondata da una barriera fisica con un numero limitato di punti di accesso adeguatamente controllati, o in una qualsiasi zona con un equivalente livello di protezione fisica;
 - c) i materiali della categoria I devono essere immagazzinati all'interno di una zona protetta come per i materiali della suddetta categoria II, alla quale, in aggiunta, l'accesso è limitato soltanto alle persone di riconosciuto affidamento, e che è sotto sorveglianza di guardie che sono in stretto collegamento con appropriate forze di pronto intervento.

Le particolari misure previste in questo contesto dovrebbero avere come obiettivo la scoperta e la prevenzione di qualsiasi attacco, accesso non autorizzato o rimozione non autorizzata di materiale

2. I seguenti livelli di protezione fisica si applicano al materiale nucleare in corso di trasporto internazionale:
 - a) per i materiali delle categorie II e III, il trasporto dovrà essere effettuato con speciali precauzioni, comprendenti accordi preventivi tra lo spedizioniere, destinatario e trasportatore ed accordo preventivo tra le persone fisiche o giuridiche soggette alla giurisdizione e regolamentazione degli Stati esportatore ed importatore precisando, al momento, il luogo e le procedure per il trasferimento delle responsabilità concernenti il trasporto;
 - b) per i materiali della categoria I, il trasporto dovrà essere effettuato con le speciali precauzioni sopra indicate per il trasporto dei materiali di categoria II e III, e, in aggiunta, sotto la costante sorveglianza di una scorta e di condizioni che assicurino uno stretto collegamento con appropriate forze di pronto intervento;
 - c) per l'uranio naturale, non sotto forma di minerale o di residui di minerale, la protezione per il trasporto di quantitativi di uranio superiori a 500 kg comprenderà l'avviso preventivo della spedizione specificando le modalità del trasporto, il momento previsto dell'arrivo e la conferma del ricevimento della spedizione.

ALLEGATO II

TABELLA: CLASSIFICAZIONE DEL MATERIALE NUCLEARE IN CATEGORIE

Materiale		Categoria		
		I	II	III (c)
1. Plutonio (a)	Non irradiato (b)	2 kg o più	Meno di 2 kg ma più di 500 g	500 g o meno ma più di 15 g
2. Uranio-235	Non irradiato (b)	5 kg o più	Meno di 5 kg ma più di 1 kg	1 kg o meno ma più di 15 g
	— uranio arricchito al 20% o più in U-235			
	— uranio arricchito al 10% o più in U-235 ma meno del 20% in U-235		10 kg o più	Meno di 10 kg ma più di 1 kg
	— uranio arricchito più di quello naturale, ma meno del 10% in U-235	—	—	10 kg o più
3. Uranio-233	Non irradiato (b)	2 kg o più	Meno di 2 kg ma più di 500 g	500 g o meno ma più di 15 g
4. Combustibile irradiato	—	—	Uranio impoverito o naturale, torio o combustibile a basso arricchimento (contenuto fissile inferiore al 10%) (d) (e)	—

(a) Tutto il plutonio eccetto quello con una concentrazione isotopica in plutonio-238 superiore all'80%.

(b) Materiale non irradiato in un reattore o materiale irradiato in un reattore ma con un livello di radiazione uguale o inferiore a 100 rads/ora ad un metro di distanza senza schermatura.

(c) Le quantità di materiale che non rientrano nella categoria III e l'uranio naturale dovranno essere protetti secondo una prudente pratica gestionale.

(d) Sebbene sia raccomandato questo livello di protezione, è ad arbitrio dello Stato, previa valutazione delle specifiche circostanze, assegnare una differente categoria di protezione fisica.

(e) Gli altri combustibili che in virtù del loro contenuto originario di materiale fissile sono classificati nelle categorie I o II prima d'essere irradiati possono essere inclusi nella categoria direttamente inferiore purchè il livello di radiazione del combustibile superi i 100 rads/ora ad un metro di distanza senza schermatura.